

Les TROIS CERCLES concentriques d'un CONFLIT MONDIAL

Raphaël Israeli

Professeur émérite à l'Université
hébraïque de Jérusalem.

Paul Giniewski, *Le Contentieux israélo-arabe*,
Cheminements, 2007, 192 p.

En comparaison des nombreuses études de Paul Giniewski, consacrées aux questions juives et israéliennes par cet auteur prolifique, au cours du dernier demi-siècle, son nouveau livre, *Le Contentieux israélo-arabe* est un ouvrage d'apparence plutôt mince. Cependant, d'une certaine manière, sa concision résume et met à jour toute son oeuvre volumineuse et la met en perspective.

Giniewski analyse les trois principales composantes palestiniennes du conflit qui oppose depuis un siècle Israël à ses voisins arabes : les territoires, les réfugiés et le refus de l'existence de l'Etat juif par les Arabes, excepté l'Egypte et la Jordanie qui ont signé des traités de paix. Les deux premières composantes de cette trilogie sont d'essence quantitative, concrètes et mesurables, et pourraient être résorbées par des *quid pro quo* que nous appelons «négociations» ou «processus de paix», susceptibles de conduire à des compromis et des accords. Le troisième élément est assez impondérable et indéfinissable et confère au conflit une nature qualitative, ni négociable ni susceptible de compromis.

C'est pourquoi l'on devrait inverser l'ordre dans lequel les éléments du contentieux sont à traiter, étant donné que la reconnaissance d'Israël sera toujours la condition préalable d'un règlement des problèmes des territoires et des réfugiés. Et en effet, lorsque Sadate est venu en Israël en 1977 et eut déclara-

ré devant la Knesseth qu'il acceptait et reconnaissait Israël, il en fut récompensé par la récupération de tous ses territoires, jusqu'au dernier centimètre. De même la «reconnaissance» – d'ailleurs frauduleuse – d'Israël par Arafat à Oslo, eut pour conséquence l'ouverture de négociations sur le retrait de Gaza et de Jéricho. Par contre, lorsqu'Israël commença à donner des territoires aux Palestiniens, espérant par là favoriser un processus de paix et apaiser ses ennemis, leur hostilité s'en trouva accentuée, et c'est leur refus de reconnaître Israël, clairement exprimé par le gouvernement Hamas, qui apparut comme le principal obstacle à la paix. En fait, l'accent mis par les Palestiniens (et par d'autres Arabes) sur la non-reconnaissance est devenu la pierre angulaire de leur politique. Ils avaient réalisé que le besoin impérieux d'Israël d'être accepté et reconnu leur permettait de lui extorquer davantage de concessions et d'exiger un prix démesurément grossi, impossible à acquitter.

Le refus du droit d'Israël d'exister, en dépit de sa présence millénaire dans son pays, et de son attachement ancestral à son antique héritage, est sans aucun doute lié aux attitudes négatives traditionnelles de l'islam envers les Juifs, donc envers le sionisme moderne et Israël, comme l'exprime la charte du Hamas. On y voit l'idée qu'Israël et le sionisme ne sont pas acceptables pour ces fondamentalistes et pour d'autres Musulmans, parce que les Juifs ne méritent pas l'indépendance ni un Etat, ayant été condamnés par Allah à une «misère éternelle» sous l'autorité islamique.

Paul Giniewski a magistralement analysé les trois aspects du contentieux, la reconnaissance, les territoires et les réfugiés, sous l'angle du conflit israélo-palestinien qui est en effet à leur origine. Mais en fait, le caractère dramatiquement insoluble du conflit nous impose de le concevoir en trois cercles concentriques : l'israélo-palestinien (qui constitue le coeur du livre) ; l'israélo-arabe, qui est abordé incidemment par l'auteur, comme en passant, et l'aspect islamo-judéo/israélien, devenu, nous l'avons vu, l'aspect de plus en plus prépondérant. Car, plus Israël s'efforce de satisfaire les revendications arabo-islamiques, plus les domaines palestinien et arabe du contentieux, essentiellement quantitatifs, perdent en poids aux yeux du monde arabe et islamique, tandis que le rôle qualitatif de l'aspect islamique gagne en prépondérance, comme l'ont mis en évidence les déclarations d'Ahmadinejad. L'Iran (et le Hamas sur ce point) qui n'est

pas un pays arabe, qui n'a jamais été partie au conflit israélo-arabe jusqu'ici, ne dit pas qu'un Israël territorialement diminué et qui réadmettrait un certain nombre de réfugiés serait acceptable à ses yeux (comme l'ont reconnu Sadate et le roi Hussein) mais rejette totalement toute notion d'un Israël, nation juive.

A la lumière (ou plutôt : dans l'ombre) de ce constat, il n'est plus pertinent et moins encore productif, de polémiquer avec les Arabes ou les Musulmans sur la question des réfugiés et leur «droit de retour», comme Giniewski le fait dans son premier chapitre (p 13-62) ou pour rechercher qui est responsable de l'émergence du problème. Ce n'est pas l'objectif des Iraniens ou des Arabes. S'ils s'étaient préoccupés des réfugiés, ils auraient pu régler le problème en les absorbant dans leurs pays, comme Israël l'avait fait avec les réfugiés juifs venus des pays musulmans, à peu près en nombre équivalent. L'Iran et les rejectionnistes arabes jouent des réfugiés en faisant vibrer la corde «humanitaire» parce que l'Occident s'y montre sensible. Ils reviennent sans cesse aux questions de «souveraineté» et de «droits territoriaux inaliénables» parce qu'ils y voient un moyen de susciter la sympathie occidentale et de délégitimer Israël. Leur véritable objectif est l'élimination d'Israël, un projet auquel certains pays occidentaux pourraient difficilement souscrire s'il était énoncé ouvertement en termes aussi brutaux.

Dans le deuxième chapitre majeur de son livre, consacré aux territoires (p 63-95) l'auteur dissèque la résolution 242 du Conseil de Sécurité, qui est supposée régler les aspects territoriaux du conflit et conteste certaines exégèses et interprétations. Notamment de savoir si Israël a été invité à se retirer de «certains territoires» (selon l'interprétation israélienne) ou de «tous les territoires» comme le soutiennent les Arabes et leurs partisans. Mais une question plus fondamentale se pose : cette résolution ne concerne pas l'affaire palestinienne, elle ne mentionne même pas ces mots. A plus forte raison, elle n'aborde pas «l'Etat palestinien». Ce dont elle traite, c'est le besoin de résoudre «la question des réfugiés», qui, selon lord Caradon, l'auteur britannique de la résolution, visait à la fois les réfugiés juifs et arabes, égaux en nombre, même si l'on peut soutenir que les biens abandonnés par les Juifs étaient plus importants que ceux laissés par les Arabes en Israël. Ainsi, si cette résolution devait fournir la base d'un règlement, les seules questions de réfugiés des deux bords devraient être pris en compte, tandis que le retrait «de territoires» devrait être conditionné par l'acceptation d'Israël par les Arabes, leur renonciation à toute assertion de belligérance et à toute tentative de détruire l'Etat juif. Accessoirement, comment les Nations unies, qui ont adopté la résolution 242, peuvent-elles admettre la menace de l'un de ses membres (l'Iran) d'éliminer un autre membre (Israël) sans lever le petit doigt ni exclure de ses rangs l'Etat agresseur qui n'est pas même partie au conflit israélo-arabe et qui refuse une résolution reconnaissant à Israël le droit de «vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues» ?

Ce sont précisément les menaces de l'Iran et de ses clients (la Syrie, le Hezbollah, le Hamas) qui se préparent à les mettre à exécution, qui poussent

Israël à refuser d'évacuer et à conserver des positions vitales pour sa défense. Un retrait n'allègerait pas la menace pesant sur Israël, ni ne favoriserait une évolution en direction de la paix, mais pourrait au contraire conduire à la guerre, les ennemis d'Israël se persuadant qu'il est affaibli et terrifié, qu'il cède aux pressions et aux menaces brutales de ses assiégeants.

Le troisième chapitre du livre (p 97-180) devrait être le premier, étant donné que tout le reste en dérive. Giniewski y traite du projet d'éliminer Israël plutôt que de coexister, le cœur du problème. Cependant, l'analyse rationnelle du rejet obsessionnel arabe et islamique d'Israël, conduit dans un cul-de-sac, étant donné que la clef est l'islam, non la rationalité, puisque les ennemis jurés d'Israël qui travaillent à sa destruction (Iran, Hamas et Hezbofulah) parlent en termes islamiques, avec un vocabulaire islamique et manipulent des symboles islamiques. Ces groupes s'apparentent *grosso modo* aux Frères musulmans et sont dans l'opposition, précisément dans les pays qui ont signé une paix avec Israël : l'Égypte et la Jordanie. Ainsi, non seulement ils y renforcent les positions hostiles à Israël, mais menacent d'y inverser les tendances « pacifiques » dont Sadate et Hussein ont été les hérauts.

L'épilogue du livre (p 187-192) trace un parallèle entre la Palestine et l'Andalousie (la péninsule ibérique reprise en 1492 par les zélés de la Reconquista) après 800 ans de régime musulman. Ce texte final souligne un aspect très important du conflit, en montrant que nous vivons un assaut musulman contre l'Occident, dont Israël fait partie, plutôt qu'un combat musulman focalisé sur le seul Israël. Les questions des territoires et des réfugiés sont de simples prétextes plausibles, bien reçus en Occident, mais ne représentent pas l'essentiel du conflit. Cette brève conclusion contient, elle, le message du livre, car elle attire l'attention de l'opinion publique sur le problème d'Israël posté en premières lignes de l'affrontement de l'Occident avec l'Islam.

Le mérite de Giniewski est grand. Encore une fois, il nous donne un exposé clair, concis et très documenté du conflit du Proche-Orient, qui s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large et menaçant : un conflit mondial.